

<p>Comité de sécurité de l'information Chambre sécurité sociale et santé</p>
--

CSI/CSSS/24/138

DÉLIBÉRATION N° 24/068 DU 2 AVRIL 2024 RELATIVE À L'ACCÈS AUX REGISTRES BANQUE CARREFOUR PAR LA DIRECTION DE LA GESTION DES VOIES NAVIGABLES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE DE LA MOBILITÉ ET DES VOIES HYDRAULIQUES DU SERVICE PUBLIC DE WALLONIE DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DES MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE DÉVOLUES AUX AGENTS DE LA POLICE DOMANIALE

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, en particulier l'article 15, § 1^{er} ;

Vu le rapport de la Banque Carrefour de la sécurité sociale ;

Vu le rapport du président.

A. OBJET

1. Par sa décision n° 017/2019 du 13 mai 2019, le Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique a autorisé la Direction de la Gestion des voies navigables de la Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques du Service Public de Wallonie à accéder à certaines informations du Registre national – le nom, les prénoms, la date de naissance, la résidence principale, la composition du ménage – dans le cadre de l'exercice des missions de police judiciaire dévolues aux agents de la police domaniale.
2. Etant donné que la Direction de la Gestion des voies navigables de la Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques du Service Public de Wallonie est également confronté à des personnes qui ne sont pas inscrites au registre national ou dont les données à caractère personnel nécessaires ne sont pas systématiquement mises à jour dans le registre national, il souhaite également obtenir, pour les mêmes finalités, un accès aux mêmes données à caractère personnel dans les registres Banque Carrefour, visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, pour autant que ces données soient disponibles.

B. EXAMEN

3. En vertu de l'article 15, § 1er, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, l'accès aux registres Banque Carrefour doit faire l'objet d'une délibération de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information.
4. Par sa délibération n° 12/13 du 6 mars 2012, le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé (jadis compétent) a jugé qu'il semblait légitime et opportun que des instances soient autorisées à accéder aux registres Banque Carrefour dans la mesure où elles répondent aux conditions d'accès au registre national et aussi longtemps qu'elles y satisfont. Dans cette même délibération, le cadre général a été fixé pour l'accès aux registres Banque Carrefour dans le chef des instances qui ont accès au registre national.
5. L'utilisation du numéro d'identification attribué par la Banque Carrefour de la sécurité sociale est libre, en vertu de l'article 8, § 2, de la loi du 15 janvier 1990.
6. Lors du traitement des données à caractère personnel, l'organisation doit tenir compte de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* et de toute autre réglementation relative à la protection de la vie privée, en particulier du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* et de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*.

Par ces motifs,

la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information

conclut que l'accès précité aux registres Banque Carrefour par la Direction de la Gestion des voies navigables de la Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques du Service Public de Wallonie dans le cadre de l'exercice des missions de police judiciaire dévolues aux agents de la police domaniale, est autorisée moyennant le respect des mesures de protection des données définies dans la présente délibération, dans la délibération n°12/13 du 6 mars 2012 et dans la décision n° 017/2019 du 13 mai 2019 précitée, du Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique.

La présente délibération entre en vigueur le 17 avril 2024.

Michel DENEYER
Président

Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).